



N/Réf : 15 /02/SG/2013

★ Mobiliser pour Construire ★

ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

Le Leader charismatique Dr Oumar MARIKO enlevé par les hommes armés à Bamako: il paie pour son courage politique dans sa lutte contre l'impérialisme au Mali et en Afrique.

Message de soutien de l'ACTUS/prpe au Dr Oumar MARIKO, suite à son enlèvement par les hommes armés.

Dans son communiqué de presse du 12 février 2013, le Bureau Politique du Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) informe l'opinion nationale et internationale du kidnapping de notre Camarade le Dr Oumar MARIKO : « Dans la journée du lundi 11 février 2013 vers 16H30, des hommes armés en civil ont violemment interpellé le Secrétaire Général du Parti, Dr Oumar MARIKO et Député de l'opposition au parlement, avant de l'amener vers une direction encore inconnue ».

Notre parti, ACTUS-prpe, condamne fermement cet enlèvement digne de la méthode nazie de la Gestapo à un moment crucial de l'histoire politique du pays.

Nous adressons solennellement, notre solidarité militante anti-impérialiste et panafricaine au camarade MARIKO, à son Parti SADI, aux militants et à sa famille.

Nous exigeons du gouvernement du Président intérimaire DIONCOUNDA TRAORE, sa libération immédiate et inconditionnelle.

Nous tenons pour responsable, le pouvoir pour tout ce qui adviendrait à notre camarade kidnappé par agents de sécurité selon les sources maliennes et ce d'autant plus que le Dr Omar MARIKO combat depuis des décennies l'impérialisme français et ses valets locaux exploitent le pays, provoquant ainsi la paupérisation exponentielle des masses populaires.

L'enlèvement du Dr Oumar MARIKO le 12 février 2013, soit un mois après l'intervention des troupes étrangères dirigées par l'impérialisme français au Mali, n'est pas fortuit. En effet, un certain nombre de faits et interrogations démontrent si besoin est, la volonté de recolonisation du pays par la puissance coloniale.

1- L'occupation du pays par ces armées, sous prétexte de « combattre, de libérer le nord occupé par les jihadistes » suscitent une série de quelques interrogations élémentaires que tout esprit peu rationnel soit-il, les poseraient : Dès la proclamation unilatérale le 06 avril 2012 du pseudo état de l'«AZAWAD», pourquoi les prétendus « libérateurs » altruistes n'ont-ils pas simplement donné les moyens matériels militaires conséquents à l'armée malienne ? Cette dernière est capable de libérer son territoire occupé par la coalition des terroristes (MNL, Mujao, Ansar Dine et Aqmi), sans aucune intervention militaire étrangère. Pourquoi les armes commandées par le Mali ont-elles été bloquées dans les ports de l'Afrique de l'Ouest ? Pourquoi la CEDEAO présidée par le nervi de l'impérialisme français, le putschiste Ouattara avait imposé un blocus militaire, politique et économique au Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDRE) dirigé par le jeune Capitaine SANAGO, qui voulait reconquérir le Nord occupé ?

2- Après la prise du pouvoir le 22 mars 2012 par le CNRDRE, un Mouvement spontané populaire s'était créé. Le MP22 dont le Dr Oumar MARIKO fut la cheville ouvrière, est constitué d'une trentaine de partis politiques, associations et différentes organisations de masse, surtout de la jeunesse. Le MP22 soutient le Capitaine SANAGO et le CNRDRE.



Le parti SADI du Dr Oumar SANAGO, le MP22 et le CNRDRE sont farouchement opposés à toute intervention militaire étrangère et de la CEDEAO au Mali. Des manifestations populaires se sont déroulées à Bamako, lesquelles furent par ailleurs superbement ignorées par les médias impérialistes qui manifestaient leurs hostilités notoires à ce relent nationaliste anti-impérialiste dans la patrie de Modibo Keita, premier président nationaliste, socialiste proche de l'ex Urss et de Soundiata Keita (le lion du Mali), fondateur d'un immense empire allant du Niger à l'atlantique jusqu'aux confins du Sahara y compris l'«Azawad du MNLA» que les impérialistes voudraient aujourd'hui amputer du reste du territoire malien hérité des «indépendances» africaines des années 1960.

3- Le Dr Omar MARIKO fut inscrit sur la liste noire de la CEDEAO des personnalités maliennes interdites de voyager dans les états membres. Devenu un « wanted » par les officines françafricaines en Afrique de l'Ouest, ce dernier devrait être arrêté au cours d'un voyage dans cet espace. Dans une interview qu'il a accordée au quotidien ivoirien « *Le Nouveau Courrier du 22/6/2012*, notre camarade, le Député MARIKO s'en est pris avec courage à la CEDEAO et à son président OUATTARA dans leurs sinistres manœuvres au service de l'impérialisme français dans le conflit malien.

Les actions nationalistes et patriotiques de l'opposant MARIKO, ont suscité une colère et des rancœurs tenaces contre lui de la part des Forces d'occupations de la CEDEAO. Au demeurant, il serait judicieux de rappeler le passé militant du parlementaire MARIKO : il fut en effet, ancien Leader des étudiants maliens, dirigeant des grèves estudiantines qui ont conduit à la chute du pouvoir de la dictature militaire du Colonel Moussa Traoré. Il est l'homme au franc parlé, l'empêcheur de tourner en rond, un anti impérialiste, nationaliste et panafricain convaincu. Ces hautes valeurs dont l'Afrique en a besoin pour sa libération du joug des impérialistes occidentaux et dont le Leader du Parti SADI fait preuve, ont déclenché la furie des occupants. Il devrait par conséquent payer le crime de lèse majesté qu'il a commis. C'est aussi un avertissement aux autres patriotes et nationalistes maliens qui s'opposent à la servitude coloniale des impérialistes occidentaux. Le journal malien en ligne *Maliweb* du 15 février 2013, rapportait les déclarations des services de sécurité malienne: «*Mariko constitue aujourd'hui une menace pour la sûreté de l'Etat*». Ces hautes valeurs seraient-elles devenues des délits aux yeux des pouvoirs françafricains ? Le Capitaine SANAGO et les membres du CNRDRE ne seraient-ils pas les prochaines victimes des troupes de la CEDEAO supplétives de l'impérialisme français ?

4- Suite à l'intervention des forces françaises et de leurs supplétives de la CEDEAO et du Tchad, le régime de Dioncounda Traoré, protégé et renforcé par les armées extérieures sous la direction de l'impérialisme français, commencerait à terroriser ou à éliminer les patriotes et nationalistes maliens. C'est dans cette optique que les sbires du régime ont kidnappé le Dr Oumar MARIKO. Le Mali occupé par les troupes étrangères deviendrait alors une terre hostile à tous les patriotes nationalistes opposés à la recolonisation impérialiste du Mali et de l'Afrique, laquelle fut inaugurée en Côte d'Ivoire avec le bombardement par l'armée française du palais présidentiel de Laurent GBAGBO, un dirigeant insoumis, pourtant démocratiquement élu, suivi de sa capture le 11 avril 2011 puis sa déportation à La Haye pour y être jugé par la CPI, un tribunal impartial au service des puissances impérialistes.

En Libye, cette recolonisation impérialiste dirigée par le trio criminel Sarkozy-Obama-Cameron, après 8 mois d'intenses bombardements de l'Otan, avait pour un des objectifs l'assassinat du Guide Kadhafi. C'est ainsi que ce Leader révolutionnaire panafricain, anti-impérialiste et insoumis fut froidement abattu le 20 octobre 2011.

5- Les tentatives de la France et de la Cedeao depuis leur occupation du Mali, visant à absoudre le MNLA de la justice pour les crimes contre l'humanité que cette organisation et ses alliés (Mujao, Aqmi et Ansar dine) ont commis sur les prisonniers de guerre de l'armée malienne et sur les populations civiles des territoires du nord occupés, sont des faits gravissimes. Ces derniers attesteraient si besoin est, de l'implication bienveillante et manœuvres de l'impérialisme français à l'égard du MNLA.

Dans une déclaration le 22 janvier 2013 à la chaîne de Télévision France 24, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avouerait ce lien entre la France et le MNLA : « *Je le dis pour aujourd'hui mais je le dis aussi pour demain. Les Touaregs, sauf ceux qui se sont laissés embrigader par des groupes terroristes que nous condamnons totalement, (...) sont nos amis* », *Les Touaregs, quand ils sont dans leur territoire au nord du Mali, ils sont chez eux et il importe de les respecter et de les considérer aussi comme des Maliens comme les autres*



». Outre cette déclaration, il conviendrait de rappeler que ces Touaregs qui combattaient dans les rangs de l'armée libyenne du Colonel Kadhafi contre les troupes françaises qui bombardaient la Jamahiriya, devraient en principe être les troupes ennemies de l'Armée française. Cependant, la France qui avait la suprématie aérienne et disposait des bases militaires au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon... avait alors laissé sans bombarder des colonnes ennemies des Touaregs, anciens militaires de l'Armée libyenne traversées la Libye puis le Niger pour rejoindre au final le Nord Mali. Le manque de réactivité de la France qui bombardait alors les villes et l'armée libyenne en excluant les colonnes touarègues ennemies qui fuyaient le front, résulterait d'un accord entre les deux parties sur la proclamation de l'indépendance le 6 avril 2012 de la pseudo indépendance de l'Azawad par le MNLA.

De plus, la déclaration du MNLA du 07 février 2013 cautionnant l'intervention militaire française en acceptant de combattre à leurs côtés contre ses alliés jihadistes d'hier, confirmerait une fois de plus les liens obscurs entre l'impérialisme français et le MNLA pour le démembrement du Mali avec la reconnaissance du pseudo état Azawad. Une autre flagrante preuve de cette complicité et autres accointances entre les deux parties, est qu'après l'entrée des troupes françaises à Kidal, le MNLA s'opposait à la présence de l'Armée nationale malienne dans cette ville, réaffirmant ainsi sa ferme volonté sécessionniste. Pourquoi les autorités françaises qui prétendent recouvrir l'intégrité territoriale du Mali n'ont fait aucune déclaration condamnant ce sécessionnisme de leur allié du MNLA? La commune de Kidal serait-elle considérée de facto par la France comme capitale de l'AZAWAD, par conséquent elle ne devrait pas être contrôlée par les autorités maliennes libérée?

6- Le MNLA qui combat aux côtés des troupes coloniales françaises contre ses alliés jihadistes d'hier aurait conclu des accords avec l'impérialisme français. Ce dernier accepterait alors d'imposer cette entité rebelle comme « Etat » lors d'une éventuelle conférence internationale sur la crise malienne. Qui oserait croire à l'altruisme de l'impérialisme français dans son intervention en faveur du peuple malien y compris les Touarègues du MNLA? En effet, « *un mois après le début de l'opération Serval, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, affirme que la guerre a déjà coûté 70 millions d'euros, soit 2,7 millions d'euros par jour* » (Source: *Le Parisien du 7 février 2013*).

Il est évident que le Mali doit rembourser cette facture, le prix de son occupation et ce d'autant plus que la crise économique frappe de plein fouet les pays capitalistes développés en occident. L'impérialisme français tirera des bénéfices colossaux de l'opération Serval au Mali. En effet, l'Azawad, un territoire en pleine région sahélo-saharienne, riche en pétrole, gaz, uranium... deviendrait alors un protectorat français juteux pour l'hexagone. De plus sa position géostratégique, sa frontière commune avec l'Algérie, ce Grand Etat africain, jaloux de son indépendance, intéresserait au plus haut point les nostalgiques colonialistes de l'Algérie française. En effet, la victoire de la longue lutte de libération du FLN contre les troupes coloniales françaises, susciterait encore des relents de revanches de recolonisation. Le projet du plan d'Alain Peyrefitte de 1957 relatif à la création d'un Etat pour les Touaregs, sous le contrôle de la France, chevauchant sur quatre pays, le Nord du Niger et du Mali, le sud de l'Algérie, le sud et l'ouest de la Libye, serait-il remis au goût du jour. Nous l'avons explicité dans notre interview au quotidien Algérien *La Nouvelle République (La NR 4307-Samedi 21 avril 2012)*.

La collaboration du MNLA avec l'impérialisme français et les accords qu'il avait signés avec les jihadistes (Mujao, Ansar Dine et Aqmi) pour commettre ensemble des crimes contre l'humanité dans le territoire du nord Mali occupé, le discrédite naturellement aux yeux des panafricains révolutionnaires anti-impérialistes. L'imposture révolutionnaire du MNLA se volatilise à l'épreuve des faits susmentionnés. Il est par conséquent tout autant coupable de ces crimes, qui ont par ailleurs terni malheureusement la participation révolutionnaire et internationaliste (que nous saluons au passage) des Touarègues aux côtés de l'armée Libyenne contre l'agression des Forces impérialistes de l'Otan) dont celles de la France contre la Jamahiriya et le Guide Kadhafi.

En conclusion, les quelques faits et interrogations susmentionnés relèveraient indubitablement l'existence des manœuvres de l'impérialisme occidental et leurs nervis locaux dans leur croisade pour la recolonisation du Mali et de l'Afrique. A cet effet, faire taire les patriotes, révolutionnaires opposés à ce projet d'asservissement, constituerait l'autre phase de cette stratégie. Par conséquent, notre Parti ACTUS/prpe :



- Condamne fermement ce kidnapping du Dr Oumar MARIKO par les Forces de sécurité.
- Exige la libération immédiate et inconditionnelle du Dr Oumar MARIKO
- Demande le jugement et la condamnation des auteurs du kidnapping et leurs commanditaires quelle que soit leur fonction et rang social
- Exige Le versement de dommages et intérêts pour préjudices moraux subis par la victime
- Exige l'arrêt immédiat de chantages, pressions, menaces d'arrestations arbitraires qui planent sur les patriotes révolutionnaires maliens sous prétexte de « menace à la sureté de l'Etat »
- Demande à l'Union Africaine(UA) de prendre ses responsabilités historiques en assurant la défense, l'intégrité du Mali et du continent contre les terroristes jihadistes. Il est intolérable de constater que l'UA confie notre défense et sécurité aux puissances impérialistes qui n'attendent que cette opportunité pour s'incruster et accélérer leur projet de recolonisation de l'Afrique.
- Demande à l'Union Africaine de fournir au Mali les moyens militaires conséquents afin de renforcer sa sécurité et garantir l'intégrité de son territoire. En effet, le pays dispose des ressources humaines nécessaires et suffisantes pour ces missions régaliennes de l'État malien.
- Exige le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères d'occupation du Mali
- Demande le jugement des auteurs du démembrement du Mali et des crimes contre l'humanité commis par la coalition des rebelles au Nord du Mali.
- Demande à l'armée malienne de ne pas se plier aux injonctions des impérialistes occidentaux. Elle doit investir la ville de Kidal et tout le territoire du Nord Mali qui font partie intégrante de la République du Mali. L'intégrité du territoire malien n'est pas à marchander afin de satisfaire les desseins des impérialistes et leurs sbires locaux.

Vive la solidarité anti-impérialiste et panafricaine pour que vive la création des États-Unis d'Afrique (EUA), seul rempart efficace contre la recolonisation de notre continent dominé, pillé, exploité et tant humilié par les puissances prédatrices occidentales.

Le 15 Février 2013

Le Secrétaire Général de ACTUS/prpe
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum

